

Daniel ESTULIN

QUI NOUS AFFAME ?

De la crise financière à la famine organisée

**L'INTOLÉRABLE STRATÉGIE
DES RICHES**

◆ **BLANCHE**

Daniel Estulin

Qui nous affame ?

De la crise financière à la famine organisée

BLANCHE

Traduit de l'anglais par C. P. HENRY

© Éditions Blanche, Paris, 2014

38, rue La Condamine Paris 17e

ISBN-.9782846283397

Imprimé en Espagne

Table des matières

Le Fonctionnement de l'argent

Pourquoi l'Empire est-il en train de détruire le système financier mondial ?

La réduction de la population et les « limites à la croissance » du Club de Rome

Le rêve de Franklin D. Roosevelt

Bretton Woods et le canular pétrolier des années 70

Le FMI et la Banque Mondiale

1973 : La rencontre de Bilderberg et le projet de canular pétrolier

Produits dérivés, prêts hypothécaires et bulle spéculative

Fin de partie

Fusion et acquisition d'entreprises, un impératif de la world Company Ltd

2009 : le renflouement des banques par Wall Street

Système de crédit ou système monétaire

La fin

Épilogue de l'auteur

Bibliographie

Affirmons pour commencer que Wall Street n'est qu'une mystification. La vérité est ailleurs. C'est un parc d'attractions, un cirque ambulant, avec ses jongleurs, ses danseuses du ventre, ses bonimenteurs, ses chanteurs de second ordre et ses strip-teaseuses. Et nous, spectateurs béats, sommes hypnotisés par le spectacle. On se plante devant l'estrade, jour après jour, nuit après nuit, en prenant note des marges bénéficiaires, des progressions, des incitations financières, des produits dérivés. Quelle folie ! Combien de millions d'entre nous sont prêts à croire tout ce qui sort de la bouche des experts en Bourse ? Se rend-on compte qu'un nombre infime d'individus au sommet de la pyramide sont prêts à nous annoncer n'importe quoi pourvu que nous investissions quelques euros que nous n'avons peut-être même pas dans ce gigantesque système de Ponzi ? Ajoutons que pour la plupart des gens la seule vérité en matière économique ne leur parvient que par le biais de la télévision.

Une génération entière de nos contemporains ne connaît rien à l'économie hormis ce qui leur est offert par Wall Street. Wall Street est devenu la Bible, la révélation ultime. La Bourse américaine fait et défait les présidents, les premiers ministres, les ministres des finances ou les chanceliers de l'Échiquier. Essayons d'imaginer quelles seraient les conséquences si l'on découvrait que toute la structure de Wall Street et des marchés boursiers n'était qu'une imposture ? Une mauvaise blague organisée par des individus peu recommandables ? Des individus prêts à recourir à tout un arsenal de vieilles ficelles pour maquiller la vérité, afin d'empocher des gains boursiers et financiers totalement artificiels.

Je voudrais que nous nous accordions d'abord sur quelques faits. Les résultats de la Bourse n'ont absolument rien à voir avec la réalité. L'économie repose sur des considérations centenaires, et non sur les chiffres de clôture de Wall Street la semaine passée. Wall Street est une attraction de foire qui ne devrait convenir qu'à des enfants en bas âge.

*

* *

L'idée fausse que nous entretenons tous à propos de l'économie découle du fait que nous considérons qu'il s'agit d'une affaire d'argent. La richesse, pourtant, n'est pas déterminée par l'argent. Les statistiques concernant les flux monétaires n'ont rien à voir avec les véritables prévisions de richesse. C'est le développement de l'esprit de chaque individu qui influe le plus sur la planète. Voilà la véritable mesure de l'humanité.

De ce fait, ce n'est pas l'argent, pas plus les statistiques ou une quelconque théorie monétaire qui déterminent la manière dont fonctionne une économie, mais un facteur physique. Et dans ce facteur physique, il faut inclure le cerveau humain, radicalement différent du cerveau animal puisqu'aucun animal n'est capable d'inventer, seul l'homme est doté de cette capacité. Et c'est ainsi que nous organisons notre système social par l'adoption de conventions sociales, qui dictent notre conduite en tant qu'êtres humains et produisent des effets physiques. En conséquence, si nos conventions sont défectueuses, nous allons au-devant de sérieux problèmes. Des problèmes prévisibles, en termes physiques.

Avant même d'analyser les points les plus subtils de la crise que nous traversons, je voudrais que mon lecteur comprenne bien ceci : ce à quoi nous assistons aujourd'hui dans le monde, c'est-à-dire la destruction totale de l'économie mondiale, n'est pas un accident ni une erreur de calcul résultant de combines de la part de politiciens maladroits. Cette situation est la conséquence d'une stratégie conçue délibérément. Dans un but bien précis. La raison en est que l'Empire a pris conscience du fait que le progrès de l'humanité signifie la fin imminente de sa propre hégémonie. Celui-ci ne peut survivre dans un monde où le progrès scientifique et technologique se répand partout. L'Empire a besoin d'un monde d'êtres humains abrutis et serviles, de moutons dociles ; c'est pour servir cette cause que l'Empire entreprend de détruire les structures fondamentales telles que l'état-nation, une assistance vitale qui sous-tend le progrès de l'humanité. Il s'attaque délibérément aux États-nations, aux pays indépendants, en visant les économies de ces nations afin de les détruire dans le but de préserver son pouvoir. Une stratégie délibérément

conçue et appliquée.

Mais qu'appelons-nous l'Empire ? Ce n'est ni un roi ni une reine installés sur un trône en or massif. Les Empires sont au-dessus des rois. Nous parlons ici d'un système de contrôle. Un contrôle de tout ce qui se passe, opéré par le biais d'un système monétaire international aux mains de grandes banques internationales. La mondialisation, on le constate, n'est rien d'autre qu'un nouvel avatar de l'Empire. Elle est synonyme d'élimination de l'état-nation, de l'éradication de la liberté, de l'élimination de tous les droits.

Le Fonctionnement de l'argent

C'est ici que nous abordons le problème de l'économie. L'économie n'a rien à voir avec l'argent. Ce que vise l'élite, c'est un Empire. Trop d'entre nous s'imaginent que pour mettre en place un Empire, il faut de l'argent. Ce n'est pas lui qui détermine la richesse ni l'économie. L'argent est un instrument. Il n'influe pas sur le développement de la planète. Une croyance erronée implique que l'argent exprime une valeur physique intrinsèque. Une valeur s'exprime, non pas en tant que quantité mais seulement en tant qu'effets relatifs de la croissance ou de la décroissance du potentiel physique relatif population-densité d'un individu dans une société donnée. La valeur de l'argent ne réside pas dans l'échange individuel mais dans l'unité fonctionnelle, que l'on nomme dynamique unificatrice, du processus social d'une nation.

Savez-vous ce qui influe sur le développement de la planète ? C'est l'esprit humain, l'intelligence. Voilà l'instrument capable de mesurer l'humanité. Ce qui sépare l'homme de l'animal, c'est sa capacité à découvrir des principes physiques universels destinés à accroître et améliorer le pouvoir de l'homme sur la nature par kilomètre carré d'espace. Cette capacité lui permet d'innover, en vue d'améliorer ensuite la vie des habitants de cette Terre. Le développement de l'humanité, le développement du pouvoir de l'individu et de la nation dépendent des développements scientifiques, des découvertes scientifiques et du progrès technologique.

En réduisant la productivité, en réduisant les infrastructures, en limitant les inventions et la technologie, on provoque un effondrement de la population. Tant que vous parvenez à maintenir les gens dans l'ignorance et la surpopulation, une infime minorité sera en mesure de les contrôler.

La crise monétaire que nous connaissons actuellement reflète l'incohérence imposée par le processus de destruction matérielle de l'économie. Cet effondrement n'est pas la conséquence de la fluctuation des marchés financiers. La crise financière résulte du fait que nous dépendons d'un système hyper-inflationniste : si vous prenez en effet en compte le montant total de l'argent censé être en circulation et tentez de dégager le pourcentage de cette masse monétaire qui correspond à une réalité physique, vous vous apercevez qu'il est devenu infime, proche même de zéro. Mais cela ne constitue pas la crise en soi ! La crise se mesure à la production physique per capita. Et les ressources dont dépend cette production s'effondrent.

L'avenir de l'humanité repose sur l'économie physique, les transformations physiques du monde qui nous entoure. Je vous donne un exemple. Imaginons un monticule de terre qui s'avère riche en minerai de fer ; si l'on exploite ce minerai, qu'on l'utilise pour produire du métal, puis que l'on utilise ce métal pour fabriquer de l'acier et que cet acier sert à fabriquer des machines-outils afin de produire toutes sortes de choses, des voitures, des trains, des engins spatiaux, des réacteurs nucléaires... À chaque étape de ce processus, le produit issu de la transformation présente plus de valeur pour la société et a plus de valeur en termes physiques que le produit dont il est issu. Le produit final vaut plus que la somme des apports.

Lorsque l'on met en place une infrastructure, nous réorganisons en vérité l'espace-temps physique de la biosphère, afin de lui permettre d'atteindre des niveaux de plus en plus élevés de densité du flux énergétique.

Par conséquent, si l'on parle d'un système que l'on fait évoluer à des densités de flux énergétique de plus en plus élevées, par exemple en passant d'une économie fondée sur le charbon à une économie reposant sur le pétrole, puis à une économie reposant sur le nucléaire, on accroît la puissance de production du travail humain à chaque étape, et c'est ainsi que se crée la véritable richesse. Les gens se livrent à des activités de production. À quoi sert donc l'argent dans ce cas ? Il n'intervient que pour faciliter les échanges, le commerce, entre les personnes qui produisent. Il ne possède pas de vertus magiques. Ni de valeur intrinsèque.

Si vous êtes agriculteur, vous produisez des céréales, mais vous n'avez pas envie d'échanger votre récolte contre un tracteur avec votre

concessionnaire de machines agricoles. Alors il faut une solution de rechange que nous appelons l'argent. On choisit dans le monde physique un étalon qui servira à établir la valeur d'une certaine somme, ce qui facilite les échanges entre les personnes. Mais la valeur n'est pas dans l'argent lui-même. La valeur réside dans la richesse physique que représente cette somme d'argent. L'énorme erreur qu'a fait l'Empire, et que perpétuer le système bancaire, c'est affirmer que l'argent possède une valeur, et que nous en voulons toujours plus. Et ainsi, parce qu'il existe aujourd'hui un système de renflouement des banques, nous sommes contraints de nous précipiter au secours du système bancaire, et pour ce faire, de fermer définitivement les secteurs productifs de notre économie. On ne peut se permettre une économie nucléaire parce que ceux qui contrôlent l'argent détruisent systématiquement la richesse de l'économie dans le but illusoire de maintenir la valeur de l'argent.

Et quelles sont les conséquences d'une telle conduite ? En créant de plus en plus d'argent par ces opérations de renflouement, la valeur de cet argent s'effondre de façon spectaculaire jusqu'à devenir pratiquement nulle. C'est à ce phénomène que l'on assiste aujourd'hui. C'est ce qu'on appelle l'hyperinflation. Les banques centrales doivent faire marcher la planche à billets sans discontinuer pour tenter d'enrayer le mouvement. C'est ce qui se passe aujourd'hui. Nous sommes en train de détruire le peu de richesse que nous possédions pour tenter de sauvegarder la valeur de l'argent, ce qui est d'une imbécilité totale, et qui ne fonctionnera jamais.

Pourquoi l'Empire est-il en train de détruire le système financier mondial ?

La planète compte aujourd'hui un peu plus de 7 milliards d'individus. La Terre est une petite planète aux ressources naturelles limitées et confrontée à une explosion démographique sans précédent. Les ressources en eau et en nourriture commencent à se faire rares. Ainsi, si l'on en croit une étude de la mission GRACE de la NASA sur la gravité et le climat, les nappes phréatiques de l'Inde ont perdu un cinquième de leurs réserves au cours des deux dernières années^[1]. Le secteur agricole de l'Inde utilise près de 90% des ressources totales en eau du pays. Le problème de la rareté de l'eau devient de plus en plus pressant, et l'Inde s'apprête à connaître des pénuries de nourriture catastrophiques. D'ici les douze prochains mois, l'Inde sera contrainte d'importer de la nourriture. Si l'on prend en compte une population de 1,2 milliard d'habitants, les maigres surplus alimentaires qui existent dans le monde vont fondre dangereusement, ce qui accroîtra la situation mondiale, déjà précaire. L'élite du monde comprend parfaitement cela. David Rockefeller comprend la situation. Les rois et les reines de la planète en ont bien conscience. En l'absence de progrès scientifique et technologique, on ne peut soutenir un certain niveau de population car si une population s'accroît de plus en plus rapidement, il faut une technologie de plus en plus complexe pour assurer sa survie. Néanmoins, avec le progrès technologique, un système oligarchique ne pourrait survivre très longtemps, où que l'on se trouve. Des nations qui favoriseraient le développement créatif de l'intellect au sein de leur population produiraient des individus qui ne sauraient tolérer indéfiniment des formes de pouvoir oligarchiques.

Par conséquent, du point de vue de l'élite, si vous voulez contrôler les

ressources en eau et en nourriture, il est impératif de réduire la population mondiale dans des proportions "gérables". Sept milliards d'individus aujourd'hui, le double dans quelques décennies seulement, c'est trop de bouches à nourrir. Voilà ce qu'ont compris les Rockefeller et consorts, même si cette problématique semble nous échapper. Pour que l'élite puisse s'asseoir aux meilleures tables, vous et moi devons mourir de faim. La conclusion n'est-elle pas limpide ?

La réduction de la population et les « limites à la croissance » du Club de Rome

Le Club de Rome est l'institution mondiale la plus active en faveur de la thèse d'une dépopulation malthusienne. Parmi ses membres, on compte quelques-unes des personnalités les plus influentes de la planète. Comme David Rockefeller, Michael Gorbatchev, le roi et la reine d'Espagne, la reine Beatrix des Pays-Bas, le prince Philippe de Belgique. Fondé en avril 1968 par des hauts responsables européens du monde des Assurances, à l'origine suisses et vénitiens, le Club de Rome accueille les membres les plus anciens de la noblesse noire de Venise, descendants directs des familles vénitiennes les plus riches de toute l'Europe, qui contrôlaient et dirigeaient Gênes et Venise au XIIIe siècle.

Le Club a publié en 1972 un des documents les plus pernicieux de tous les temps, Les Limites à la croissance, qui démontre que la planète sera à court de ressources d'ici 40 ans. Pour que l'humanité survive, il est donc impératif de remettre en cause notre style de vie et de réguler la population mondiale.

Toujours selon le Club de Rome, et dans l'objectif de notre survie à tous, l'humanité doit réduire sa dépendance à la technologie, ralentir la course au progrès, à l'innovation et aux avancées technologiques, et imposer à l'échelle mondiale un régime de « désintégration contrôlée » de l'économie.

« Depuis cette date, la thèse des Limites à la croissance a été intégrée dans le monde entier par les gouvernements, les institutions gouvernementales supranationales, les administrations chargées de l'éducation, les programmes universitaires et ainsi de suite, c'est-à-dire

qu'elle transparait désormais dans tous les aspects de la culture populaire. Avec pour conséquences la désindustrialisation générale, des guerres et le génocide auquel nous assistons aujourd'hui^[2]. »

L'objectif final étant l'effondrement de l'économie mondiale, même avec leur version de ressources « illimitées », qui exclut toute découverte scientifique, ou le développement de nouvelles technologies révolutionnaires. Si l'on arrive à éliminer le jargon et la confusion qui émaillent le rapport, celui-ci ne laisse que peu de doutes quant au véritable objectif du Club de Rome : « En cherchant un nouvel ennemi qui pourrait nous unir, nous sommes parvenus à la conclusion que la pollution, la menace du réchauffement de la planète, la rareté des ressources en eau, la famine et autres menaces pourraient faire l'affaire. » Et la conclusion s'impose donc : « Le véritable ennemi, c'est l'humanité elle-même. »

Ainsi, les institutions internationales les plus influentes promeuvent des politiques de régression dans le domaine technologique, et une réduction de la population mondiale de plusieurs milliards d'individus, c'est ce que j'ai appelé un génocide, vous l'aurez compris.

Toutefois, avant d'être en mesure de réduire la population et maîtriser le troupeau, il est impératif de détruire l'économie et la demande. Peut-être vous demandez-vous pourquoi David Rockefeller et consorts tiennent tant à détruire la demande ? Ne souffriraient-ils pas financièrement de cette destruction ? La réponse est NON. Ils n'en pâtiraient pas le moins du monde pour la simple raison qu'ils contrôlent déjà la majeure partie de la richesse mondiale. Leur principal souci en cette période de l'Histoire est d'assurer la survie de leur espèce. Et, affirmons-le une fois de plus, pour qu'ils puissent survivre en ces temps de pénurie des ressources naturelles, une grande partie d'entre nous doit périr. Nous avons tous entendu parler de la Grande Dépression. Toutefois, la plupart des gens ignorent tout de leur histoire et n'ont pas les outils nécessaires pour comprendre ce qui s'est passé pendant cette période. Contrairement à ce qu'expliquent les livres d'histoire "officiels", la Grande Dépression n'est pas l'événement qui a anéanti les capitalistes américains. Au cours de cette période, les riches se sont enrichis en transférant simplement la richesse des moins riches vers les poches de ceux qui étaient déjà nantis. Voilà comment la Bank of America s'est adjugé des milliards de dollars par le biais des saisies de propriétés entre 1929 et 1937. N'allez pas imaginer une seconde que les plus riches des nantis souffriront de

l'effondrement qui nous guette. Les seuls à en pâtir, ce sont vous et moi.

La question se pose maintenant de savoir comment détruire la demande. De toute évidence, en détruisant sciemment l'économie mondiale. Ou, en d'autres termes, par la désintégration contrôlée. C'est précisément la pierre angulaire d'un autre document politique préparé par une organisation différente de l'élite du monde : Projet pour les années 80, publié par le CFR, le Council on Foreign Relations. Désintégration contrôlée et démantèlement des concentrations industrielles et scientifiques avancées de la planète. Le CFR, une des institutions majeures de l'oligarchie aux États-Unis, qualifiait alors ce projet « d'entreprise la plus importante de son histoire ».

« Les 33 volumes du rapport de la CFR ont servi de ligne directrice à l'oligarchie, forte de son pouvoir, pour mettre en place son plan à partir de la seconde moitié des années 70 jusqu'à la fin des années 80. Ainsi fut générée une des modifications les plus cruciales de la politique en matière d'économie et d'état-nation du XXe siècle — la révolution conceptuelle qui annonce l'économie post-industrielle^[3]. »

Quel sens donner à ce terme de « désintégration contrôlée » ? L'objectif est de démanteler l'économie mondiale, mais de façon ordonnée et contrôlée. Du moins l'oligarchie espérait-elle contrôler le processus. Dans ce but, il s'avérait nécessaire pour les forces extérieures de provoquer des crises susceptibles de mettre à mal l'économie de la planète : chocs pétroliers, suspension des crédits, crise des taux d'intérêt ralentissant fortement l'économie, jusqu'à ce qu'elle atteigne un taux de croissance proche de zéro, ou même négatif. Simultanément, on assiste à la création du marché au comptant du brut, des marchés de l'euro bond, ainsi qu'au blanchiment de vastes quantités d'argent sale provenant du trafic de drogue au travers de certaines banques parmi les plus influentes dans le monde. Au cours des dernières années, certaines des plus importantes institutions bancaires mondiales ont été prises la main dans le sac, accusées d'avoir blanchi des milliards de dollars de bénéfices frauduleux en provenance des mafias de la drogue par le biais de leurs coffres réputés. Citons au hasard Wachovia Bank, HSBC, CitiGroup, et Coutts, la banque privée de Sa Majesté la reine d'Angleterre.

Il existe une autre organisation étroitement liée au Club Bilderberg et au Council on Foreign Relations, c'est la Commission Trilatérale, plus connue sous l'appellation de Trilatérale. Mise en place en 1973, il s'agit d'une initiative de David Rockefeller. Tous ses membres partagent la

même philosophie antinationaliste, qui vise à empêcher les forces nationales, dans leurs pays respectifs d'exercer une influence sur la politique. En établissant la Trilatérale, David Rockefeller désirait favoriser « l'unité des pays industrialisés, afin qu'ensemble ils soient en mesure d'atteindre leur objectif d'une structure économique et politique mondiale plus intégrée^[4]. »

La stratégie de David Rockefeller « révèle également un fait absolument fondamental à propos de la richesse et du pouvoir : peu importe l'argent dont dispose un individu, si celui-ci ne sert pas à s'emparer et à contrôler les organisations qui produisent les idées et les politiques visant à guider les gouvernements et les individus qui les servent, le pouvoir réel d'une grande fortune n'atteindra jamais son potentiel de départ^[5]. » En dépit de la nature essentiellement financière des intentions et des méthodes de la Trilatérale, son objectif politique n'a pas varié depuis 40 ans : « Quoique la Commission s'intéresse essentiellement à l'économie, les membres de la Trilatérale se sont fixé un objectif politique vital : s'assurer le contrôle de la présidence des États-Unis^[6]. »

Une des recrues les plus notables de la Trilatérale a été le candidat à la présidence, et futur président, Jimmy Carter. En ce qui concerne le récit de la sélection de Carter pour la présidence, je vous recommande la lecture de La Véritable histoire du Club Bilderberg.

Une fois installé à la présidence des États-Unis, Jimmy Carter, le favori de la Trilatérale, a instillé au sein de son Administration, et au nom de l'oligarchie, le Projet pour les années 80 de la CFR. Les principaux rédacteurs et responsables du Projet se sont retrouvés à partir de 1977 aux plus hautes marches du pouvoir pour prendre en charge le gouvernement de Jimmy Carter. Deux des neuf directeurs du Projet, Michaël Blumenthal et Zbigniew Brzezinski ont été nommés respectivement aux postes de secrétaire au Trésor (l'équivalent du ministre des Finances) et de conseiller à la Sécurité nationale. Le poste de secrétaire d'État (l'équivalent du ministre des Affaires étrangères) a échu à Cyrus Vance, qui avait dirigé un groupe de travail du Projet. Et Paul Volcker, porte-parole du Projet « désintégration programmée » a été bombardé président de la Réserve fédérale américaine.

« À partir de la semaine du 6 au 12 octobre 1979, Paul Volcker a décrété une hausse des taux d'intérêt par le biais d'une augmentation du taux des fonds fédéraux ainsi que de certaines catégories d'exigences de réserves imposées aux banques commerciales. Il a poursuivi

cette politique jusqu'à ce qu'en décembre 1980, les principaux taux de prêt des banques commerciales américaines atteigne 21,5%^[7]. »

« Les conséquences de cette politique, se sont avérées rapides et catastrophiques, surtout parce que l'oligarchie avait eu recours à deux canulars à propos du pétrole dans les années 70, résultant en une hausse phénoménale du cours du brut. Aux États-Unis, de vastes pans de la production industrielle et agricole s'effondrèrent. Entre 1979 et 1982, la production des secteurs suivants de l'industrie manufacturière américaine a subi des pertes selon les proportions per-capita indiquées : équipement pour l'usinage du métal, en baisse de 45,5% ; bulldozers, en baisse de 53,2% ; secteur automobile, baisse de 43,3% ; aciéries, en baisse de 49,4%^[8]. »

Cela n'annoncerait-il pas une avancée majeure vers une société post-industrielle ? Bien évidemment, l'histoire était en marche.

Le rêve de Franklin D. Roosevelt

À la fin de la Seconde Guerre mondiale, l'Empire était encore très faible, l'Europe était en ruine, et les États-Unis étaient devenus, et de loin, la nation la plus puissante de la planète. Et sous la présidence de Roosevelt, comme il l'avait déclaré à plusieurs reprises à Churchill, les États-Unis ne s'étaient pas engagés dans la guerre pour préserver l'Empire britannique, les Britanniques devaient y renoncer de leur propre gré, ce qui constituait pour eux une menace très réelle. Ils ont ainsi décidé, dès la mort de Roosevelt et dès qu'ils ont senti qu'ils allaient gagner la guerre, que les Alliés allaient l'emporter, de saper la puissance des États-Unis. L'Empire ne pouvant battre les États-Unis sur le plan économique ou militaire, ils s'en sont pris à la domination politique et culturelle américaine. En réalité, ils ont tout fait pour pousser l'Amérique au suicide, en utilisant des traîtres au sein des banquiers de Wall Street, ainsi que les Brahmanes de Boston, le noyau dur de l'establishment américain, pour fomenter ce suicide économique. Ils ont ainsi provoqué l'arrêt du grand bond en avant que le pays était en train d'accomplir vers une économie nucléaire, le programme « des atomes pour la paix ». Le projet a été abandonné. Ce qui a pris sa place, c'est l'ère de l'information, la réorganisation des journaux, les ordinateurs et les magouilles financières.

« Les mesures de protection mises en œuvre du temps de Roosevelt ont été systématiquement démantelées, favorisant le passage de l'industrie américaine d'une puissance industrielle vers une économie fondée sur les services et la spéculation. Les États-Unis sont ainsi devenus une nation de consommateurs plutôt que de producteurs, l'industrie manufacturière étant externalisée vers des pays où la main-d'œuvre s'avérait moins chère, sous le prétexte fallacieux que cela rendrait l'Amérique plus compétitive, alors que la véritable conséquence était la destruction de la nation. Sous

prétexte de « l'économie de marché et de la mondialisation, les États-Unis ont fait de leur économie un paradis de la spéculation, de l'établissement de cartels et d'entreprises géantes, qui prêtent allégeance non pas à la nation, mais à des financiers^[9]. »

Mais comment tout cela a-t-il pu se passer ?

Bretton Woods et le canular pétrolier des années 70

Le 1er juillet 1944, le président Franklin Delano Roosevelt décide d'organiser une Conférence monétaire et financière des Nations unies dans la cité balnéaire de Bretton Woods, New Hampshire, dans les salons du Mount Washington Hôtel. Cette conférence réunissant 44 pays a établi ce que nous appelons désormais le système monétaire de Bretton Woods, un accord de traité international dont l'objectif était de réguler le commerce mondial et la stabilité monétaire et financière de la planète. Une des clauses majeures des accords de Bretton Woods concerne la création d'un système de fixation des taux de change des devises entre les nations signataires.

Dans le cadre de cette clause de Bretton Woods, un taux standard d'échange basé sur le cours de l'or a été établi, le dollar américain étant assujéti au cours de 35 \$ l'once d'or. « Après la guerre, la valeur de la livre britannique, du franc français, de la couronne suédoise, de la lire italienne, et après 1948 du mark allemand, a été fixée pour tous à un taux proportionnel, reconnu et plus ou moins permanent, par rapport à la devise américaine^[10]. » Les accords de Bretton Woods éliminaient ainsi totalement le risque de pertes financières catastrophiques qui pourraient résulter d'opération spéculatives sur les devises.

Les taux de change devaient ainsi varier en fonction du dollar ou de l'or. À la condition, bien sûr, qu'il eût été nécessaire de résoudre un conflit entre nations, car si un pays refusait votre devise, il pouvait choisir l'or au taux fixé. Le commerce international s'en trouvait donc parfaitement stabilisé, ce qui était une nécessité à l'époque puisqu'une grande partie de la planète pansait ses plaies et avait besoin de se reconstruire.

C'est sur ces bases économiques solides que le monde à l'orée de la Seconde Guerre mondiale a été reconstruit, sous l'impulsion de la puissance industrielle des États-Unis^[11].

« À l'issue de la guerre, le dollar s'est imposé comme la seule devise majeure, soutenu qu'il était par l'économie industrielle la plus puissante et productive du monde, la plus grande nation commerciale, et celle qui possédait les réserves en or les plus vastes pour épauler le dollar. Le dollar américain, en résumé, était la seule monnaie qui valait, littéralement "son poids en or". Les réserves en or de l'Europe avaient depuis longtemps été épuisées par le coût de la guerre.

L'objectif était d'encourager les gouvernements signataires à ne pas dévaluer leur devise en actionnant la planche à billets ou en créant des déficits, problème majeur nuisant à la stabilité dans de nombreux pays d'Europe au cours de la période d'après-guerre. De plus, la garantie d'un taux de change fixe devait faciliter la reprise du commerce international dans les meilleurs délais^[12]. »

La conférence de Bretton Woods est également à l'origine de la création du Fonds monétaire international (le FMI) et de la Banque mondiale, « avec pour objectif spécifique de gérer les problèmes économiques des pays industrialisés, principalement en Europe, ravagés par la guerre^[13]. » Dans l'optique de Roosevelt, le FMI et la Banque mondiale devaient s'engager à prêter également des fonds à des pays récemment libérés du joug colonial afin qu'ils puissent se développer par eux-mêmes.

La perspective était un monde dans lequel chaque nation serait libre de se développer pour le bien de ses citoyens. Tel se présentait le système de Bretton Woods, malgré les efforts de l'oligarchie pour saboter ses travaux, par le biais d'individus comme John Maynard Keynes, un des économistes britannique les plus connus « qui avait adhéré à l'idéologie fasciste en 1938, et dont le système monétaire reposait sur l'Empire britannique^[14]. »

Toutefois, l'oligarchie européenne était déterminée à démanteler le système mis en place par Roosevelt pour l'ère d'après-guerre annonciatrice de la décolonisation à l'échelle planétaire. Les Britanniques, par l'intermédiaire d'Harold Wilson ont porté les premiers coups visant à affaiblir et détruire le système de Bretton Wood vers le milieu des années 60, mais il faut attendre 1971 et Richard Nixon pour en sceller le destin. À partir de cette date, tout est en place pour l'élimination du système de

taux de change fixes, qui favorisait le développement productif et l'investissement réels. À partir de 1971, le monde bascule entre les mains des spéculateurs.

La fin de Bretton Woods

« La guerre du Vietnam dans les années soixante portera le coup fatal au système de Bretton Woods. Les déficits publics colossaux engendrés par le financement de cette guerre impopulaire ont permis aux banques centrales étrangères d'accumuler de vastes réserves de dollars par le biais de ce qu'on a appelé le marché Eurodollar. Après 1965, les banques centrales européennes, surtout la Banque de France, se sont mises à convertir de plus en plus de ces réserves de dollars en or de la Trésorerie américaine^[15]. »

Fin 1969, l'économie américaine renoue avec une dépression majeure. En 1970, l'administration Nixon, appuyée par la Réserve fédérale, a relâché sa politique monétaire en vue de réduire les taux d'intérêt et de stimuler la croissance dans le pays. Les spéculateurs internationaux sur les taux de change ont réagi immédiatement en lançant une attaque généralisée contre le dollar.

En août 1971, les réserves en or officielles américaines avaient fondu de moitié par rapport à celles de 1958. En théorie, si toutes les banques centrales avaient exigé de l'or en échange de leurs réserves en dollars, les États-Unis auraient dû faire face à une banqueroute totale. Les accords de Bretton Woods sur le taux de change et l'or étaient au bord de la rupture.

« Dans les premiers jours du mois d'août 1971, la Trésorerie américaine a reçu des informations concernant un projet d'entente des banques centrales européennes sur ce qui restait des réserves d'or officielles des États-Unis. Une attaque concertée qui devait être menée par la Banque de Grande-Bretagne et la Banque de France. Mais avant la date prévue pour cette offensive, le président Nixon a annoncé, le dimanche 15 août 1971, à un monde frappé de stupeur que la Réserve fédérale américaine cessait purement et simplement d'honorer ses obligations spécifiées dans les accords de Bretton Woods de racheter des dollars contre de l'or. Le dollar, à l'instar des autres devises importantes du monde, serait désormais flottant^[16]. »

C'est le président Nixon qui, en rompant le lien de convertibilité entre le dollar et l'or, a précipité le démantèlement « du système de Bretton Woods, et pavé la voie au genre de manipulations que nous avons

connues depuis. Fluctuation des monnaies, « crises » pétrolières et plus récemment tous les types de bulles imaginables. Ces dernières coïncident avec la formation du groupe Inter-Alpha, un groupe bancaire oligarchique dirigé par David Rothschild, responsable de la bulle financière récente, et qui a pris les commandes en remplacement des accords de Bretton Woods.

Le système de Bretton Wood favorisait la stabilité, et si votre objectif est de plonger le monde dans le chaos, votre première tâche est de détruire les éléments de la stabilité. Comment ferez-vous pour éliminer la stabilité des marchés ? D'abord, vous vous débarrassez des taux de change fixes, des échanges de devises, puis vous cooptez la Banque mondiale et le Fonds monétaire international pour en faire des agences de l'Empire, jetant à la poubelle les objectifs primordiaux de Roosevelt, qui étaient d'en faire des agences de décolonisation.

Le FMI et la Banque Mondiale

On estime généralement aujourd'hui, et en cela on a tort, que les objectifs primordiaux de la Banque mondiale et du FMI, dont les États-Unis demeurent le principal contributeur financier et seul détenteur d'un pouvoir de veto, sont les mêmes qu'à l'origine. Il s'agissait à leur création de favoriser le développement et de pallier à la pauvreté dans le tiers-monde, mais dans la pratique, ces organismes ont aggravé l'appauvrissement et la déchéance de millions de gens par le biais d'un programme de prêts baptisé « Programme d'Ajustement Structurel » (PAS), qui a réussi à ajouter au fardeau des nations emprunteuses en termes de dette, d'intérêt, de stagnation et d'instabilité.

Le résultat le plus frappant des prêts d'ajustement structurel de la Banque mondiale et du FMI, c'est que l'argent prêté aux pays sans ressources est utilisé pour le remboursement immédiat d'intérêts aux institutions bancaires occidentales. Ce n'est pas innocent car la Banque mondiale et le FMI font aujourd'hui office d'agents du nouveau système colonial.

Les PAS ouvrent la voie à la libéralisation des économies africaines et autres, ce qui implique que les entreprises étrangères sont encouragées à s'approprier des secteurs définis de l'économie. Les pays les moins favorisés du tiers-monde n'ont d'autre choix que de se plier aux mesures drastiques exigées par la Banque puisque ces mesures, selon les propres termes de la Banque Mondiale, s'avèrent « essentielles pour maintenir la croissance et la stabilité économique », remplissant un des objectifs fondamentaux de l'oligarchie qui demeure acheter à vil prix pour revendre très cher.

1973 : La rencontre de Bilderberg et le projet de canular pétrolier

Au cours des premiers mois de 1973, le dollar chute, tandis que les économies de la France, de l'Allemagne et du Japon commencent à prospérer. À la même époque, le mark allemand avait déjà dépassé de beaucoup la livre britannique et, vers juillet-août, était en passe d'affirmer son hégémonie face à un dollar américain chancelant.

C'est au mois de mai 1973 que le groupe Bilderberg organise une conférence dans la station balnéaire de luxe de Saltsjobaden, en Suède. « Certains membres de l'élite proche des centres bancaires et financiers de New York ont décidé qu'il était grand temps d'élaborer un choc spectaculaire en vue de renverser la direction prise par l'économie mondiale, même au prix d'une récession de l'économie américaine, dont ils se souciaient peu tant qu'ils continuaient à contrôler les flux financiers^[17] ».

La pièce maîtresse sur l'agenda de cette conférence Bilderberg a été à l'origine du choc pétrolier de 1973 : une augmentation prévue et imminente de 400% du cours du brut de l'OPEP. Si l'on en croit l'économiste William Engdahl, « le thème de toutes les discussions n'était pas de savoir comment, nous, un groupe de représentants parmi les plus puissants du monde industrialisé, pourrions convaincre les pays arabes de l'OPEP de renoncer à une telle augmentation des cours du pétrole brut. En réalité, les membres présents à la conférence se sont simplement demandé comment ils pourraient bien utiliser cette manne de pétrodollars qui ne manquerait pas de remplir les coffres des banques à Londres et à New York en provenance des revenus pétroliers de l'OPEP.

« Le choc pétrolier intervient deux ans après la décision de laisser

flotter le dollar, alors que celui-ci chute lourdement, parce que l'économie américaine commence à présenter des ruptures spectaculaires avec la période qui a suivi la fin de la Seconde Guerre mondiale, où les États-Unis représentaient une puissance industrielle de premier plan, et où les réserves en or étaient en corrélation parfaite avec le reste de l'économie^[18].

»

La vraie raison de la hausse de 400 % du cours du brut

La hausse de 400 % du cours du brut en 1973-1974 a sauvé le dollar. Le dollar a continué de flotter sur une mer de pétrole. Une nouvelle fois, il faut se souvenir que Richard Nixon avait rompu le lien entre le dollar et l'or de façon unilatérale en août 1971, et qu'à la suite de cette décision, la devise américaine avait plongé de quelque 40% face aux principales monnaies d'échange, comme le mark allemand ou le yen japonais. Ce qui a sauvé le dollar, ce qui a sauvé Wall Street et la puissance du dollar en tant qu'entité financière, mais sans sauver l'économie américaine, loin de là, c'est la hausse de 400 % du cours du brut décidée par l'OPEP.

Le choc pétrolier a donné un coup d'arrêt à la croissance en Europe, étouffé le processus d'industrialisation des pays en développement dans le tiers-monde, qui jouissaient pourtant d'une dynamique de croissance rapide au début des années 70 et il a fait pencher de nouveau la balance du pouvoir du côté de Wall Street et du dollar au sein du système monétaire.

Cette opération visait à inaugurer un processus systématique de pillage de la véritable richesse productive des grands pays de la planète, l'Arabie Saoudite et tous les autres pays du Golfe n'étant plus que des États fantoches sous la domination de la City de Londres.

Comment pouvez-vous affirmer cela, me demanderez-vous ? Eh bien, il faut savoir que « le marché du brut est contrôlé non par l'OPEP mais par l'Empire britannique par le biais de la domination des géants de l'industrie pétrolière qui constituent le cartel international du pétrole. Ces sociétés qui contrôlent le transport, la transformation et la distribution des produits pétroliers, ont la mainmise sur la partie physique du marché du pétrole, tandis que les prix dépendent des marchés financiers. Cet

arrangement permet une désynchronisation des cours du brut et de l'offre et de la demande, et s'est révélé extrêmement profitable pour les financiers qui contrôlent l'Empire^[19]. »

Ce canular pétrolier est à l'origine d'un volume énorme de transfert de richesse, surtout vers les pays de l'OPEP, ce que l'on appelle depuis les pétrodollars, mais tout cet argent a immédiatement pris le chemin de Londres et de Wall Street où il a été géré. De cette façon, l'oligarchie financière s'est servie de ce tour de passe-passe dans les centres financiers importants pour s'assurer la mainmise absolue sur le crédit mondial et veiller à ce que celui-ci ne serve plus au développement.

Cette manne financière a servi à « fonder des opérations visant à transformer les États-Unis de l'intérieur, ce qui incluait la prise de contrôle du système bancaire américain et la cartellisation, déguisée sous les termes de fusion/acquisition, des entreprises américaines. Wall Street s'est transformée en un gigantesque casino, les paris sur les instruments financiers remplaçant l'investissement, rompant ainsi tout lien avec la réalité économique. Dans le même temps, les pétrodollars servaient à financer des opérations de guerre culturelle contre les Américains eux-mêmes, afin de les rendre aveugles aux dégâts engendrés par le processus de transformation, ou même à les persuader qu'il s'agissait là d'un véritable progrès^[20]. »

« Cette manipulation du choc pétrolier de 1973-1974, qui a introduit la spéculation financière dans les marchés du brut par le biais du marché au comptant, a entraîné la création d'un vaste pool de pétrodollars grâce auquel la City de Londres a été à même de mener sa guerre contre les nations. Ces pétrodollars, mêlés aux bénéfices tirés du trafic de drogue orchestré par l'empire britannique, « Dope, Inc. », sont à l'origine de la restructuration de Wall Street dans les années 70, ouvrant la voie aux obligations à risques des années 80, puis aux produits dérivés des années 90^[21]. »

Comment fonctionne un marché au comptant

Avant le déclenchement de la guerre israélo-égyptienne en 1973, le prix du pétrole brut était fixé par des contrats à long terme entre nations, par exemple entre les États-Unis et l'Arabie Saoudite dans lequel le cours du brut au travers des compagnies pétrolières était fixé à 10\$ le baril pendant des années. Ce prix ne pouvait être changé et ne fluctuait donc pas. Que s'est-il passé ensuite ? La guerre israélo-palestinienne a servi de prétexte pour déclencher un embargo sur le pétrole contre les États-Unis et certains autres pays. Afin de s'approvisionner en brut, l'oligarchie a mis en place un marché au comptant à Rotterdam où les États-Unis et les autres pays figurant sur la liste noire allaient acheter du brut, mais en le payant au cours du marché. Le marché au comptant était né ; un mécanisme qui permettait d'acheter et de vendre du pétrole au cours supporté par le marché.

Tout ce bel arrangement était savamment orchestré : la création d'un marché au comptant et ses conséquences, la flambée des prix du brut. Dès que le cours du brut a flambé, dès que cette manne de pétrodollars a commencé de s'accumuler en Europe, s'est créé le « marché de l'Eurodollar ». Ainsi a décollé le processus à la base de l'Empire financier responsable d'une véritable opération de guerre financière contre les États-nations au bénéfice de Wall Street. « Plus tard, le choc pétrolier servit à promouvoir l'idée que les États-Unis “consommaient trop” d'énergie et qu'il fallait se restreindre... En même temps, grâce aux mesures combinées de “conservation” de l'énergie, des prix en hausse et des pénuries organisées, la base industrielle américaine s'est réduite, remplacée par le canular de l'Ère de l'information post-industrielle^[22]. » De nouveau nous abordons le sujet des mesures tendant à créer une société post-industrielle.

De nos jours, le cours du pétrole brut est déterminé par la spéculation dans les marchés à terme et ce cours s'avère beaucoup plus élevé que si l'on fait la somme du coût de l'extraction, du transport, du raffinage auquel on ajouterait le prix des produits issus de ce raffinage. Cela peut sembler surprenant, mais près de 60% du cours du brut actuel est le résultat de la spéculation organisée par les grandes banques commerciales et les fonds spéculatifs par le biais des bourses du pétrole à Londres et New York.

Il s'agit donc bien d'une gigantesque escroquerie financière qui a servi à l'Empire pour mener son offensive de prise de contrôle de la planète. « Les effets de cette offensive sont devenus clairs aujourd'hui. La bulle

financière a éclaté, et ce grand moteur financier qui était censé remplacer l'industrie en tant que moteur économique de l'avenir n'a pas plus de substance que les habits neufs de l'empereur. Que nous reste-t-il désormais ? Un système bancaire en faillite au sommet d'une ; carcasse rouillée d'économie ; nous ne dépendons plus que de cartels d'entreprises multinationales, que d'aucuns appellent la « World Company », pour la plupart des choses indispensables à notre vie^[23]. »

Produits dérivés, prêts hypothécaires et bulle spéculative

La plupart d'entre-vous connaissent le concept de « bulle spéculative ». Néanmoins, il n'est peut-être pas inutile de le clarifier et d'en rechercher l'origine. Une fois la décision prise de créer une bulle, c'est très simple, tout fonctionne sur le modèle d'un système pyramidal. Il vous faut tout d'abord désolidariser les gains financiers de l'économie réelle, ce que vous ne manquez pas de faire si vous asphyxiez l'économie réelle, mais si vous désirez faire grossir la bulle financière, il faut encore la séparer totalement de la réalité, et vous devrez avoir recours aux produits dérivés. C'est comme si vous alliez créer un jeu sur une table de casino. Les produits dérivés sont des paris secondaires lancés sur les variations de certains produits, tels les bons, valeur du marché obligataire, les taux d'intérêt, le taux des devises. Ainsi, vous allez spéculer sur ces produits et parier sur le sens probable de cette spéculation.

Vous voulez en savoir plus sur les produits dérivés ? Alors, essayons ceci : « La manière la plus aisée de comprendre la nature des marchés des produits dérivés, c'est d'imaginer un chien attaqué par des centaines de puces. Les puces ne survivront que si elles dévorent le chien, elles établissent donc des petits empires dans : lesquels elles achètent et vendent le sang du chien. Elles y parviennent si bien que le chien dépérit rapidement. Un vrai dilemme apparaît pour les puces, mais comme ce sont des créatures très malignes, elle trouvent la parade. Au lieu de faire commerce du sang du chien, elles établissent un marché à termes du sang. Subitement, elles ne gèrent plus seulement les quantités de sang qu'elles peuvent extraire du chien, elles parient sur du sang virtuel qui, par sa nature propre, est illimitée. Leurs empires commerciaux s'étendent plus que jamais, ce qui les enrichit au-delà de leurs espoirs les plus fous,

et plus personne ne se soucie de savoir si le chien est mort pendant ce temps^[24]. »

Remplaçons « puces » par « marchés » ou « produits », et tout s'éclaire. On a empilé des produits dérivés sur des produits dérivés sur d'autres produits dérivés. Le meilleur exemple de ce système, c'est celui des prêts hypothécaires, que tout le monde connaît aujourd'hui, dans lequel les hypothèques servaient à garantir des produits dérivés, du moins théoriquement, mais où la valeur intrinsèque des produits dérivés, leur équivalent en dollars créés, représentait beaucoup plus que la valeur de ces hypothèques. Ainsi on s'est servi de ces prêts hypothécaires comme carburant pour alimenter la machine des produits dérivés, augmentant le ratio d'endettement plusieurs fois. Finalement, le système explose et toute la machine globale s'arrêta. Nous sommes en 2007.

Fin de partie

» La bulle spéculative en vint à dominer les économies américaine et des autres nations du monde, il devenait crucial de l'alimenter. Entre autres conséquences, le prix de l'immobilier s'est mis à grimper, générant une "richesse" susceptible de se transformer en dette hypothécaire, puis en une myriade de liquidités négociées, avec des plus-values juteuses, sur le marché spéculatif des produits dérivés. Afin d'alimenter l'accroissement des liquidités issues de ce jeu sur les prêts et dettes hypothécaires, les prix de l'immobilier grimpaient à des valeurs jamais atteintes, les banques ont assoupli régulièrement les conditions requises pour des prêts à l'accession à la propriété. Ce système de bulle, organisé par les banques et le marché des produits dérivés, devait finalement exploser. On a baptisé cette crise "crise des crédits hypothécaires à risque" de manière erronée, en fait, il s'agissait des derniers sursauts du système financier lui-même.

« Vers l'été 2007, la faillite de deux fonds spéculatifs Bear Stearns annonce l'effondrement global des titres et valeurs, les spéculateurs ayant constaté que les jeux étaient faits et désirant encaisser rapidement leurs gains. Le marché des fonds spéculatifs s'est rapidement épuisé, entraînant une plongée des valeurs nominales. Le marché qui avait pris des proportions inouïes par le biais de l'augmentation des ratios d'endettement s'est mis à chanceler avant de s'effondrer par implosion dans les mêmes proportions avec lesquelles il avait cru. Certains spéculateurs avaient emprunté des milliards de dollars afin de miser, pariant qu'ils gagneraient assez pour rembourser leurs emprunts et empocher encore un bénéfice substantiel. Le jeu a duré quelques semaines mais s'est retourné contre eux lorsque le marché s'est bloqué de lui-même. Subitement, les spéculateurs ont dû faire face à des pertes sur leurs paris, dépouillés de tout bénéfice pour rembourser leurs emprunts,

perdant sur tous les tableaux. Des milliards d'actifs se sont évaporés, et des emprunteurs affolés se sont mis à exiger plus de titres remis en garantie en appel de marge, provoquant de nouvelles ventes d'actifs et en conséquence un effondrement des cours. La spirale infernale était lancée dans le sens inverse.

« La “parade” à cette crise majeure a été pour les banques d'inonder les marchés financiers de liquidités, par le biais d'une série de réduction des taux d'intérêt et d'injection de crédits. Bien qu'ayant juré d'imposer une certaine discipline aux marchés, les banques centrales ont rapidement capitulé sous la pression de pertes colossales, dans un climat de panique hyper inflationniste. Les injections de crédits sont passées de milliards à des dizaines puis des centaines de milliards, pour tenter de boucher les trous découlant de la déflation sauvage des estimations internes au système. Mais quels que soient les montants astronomiques des crédits injectés, le système continuait de s'effondrer. L'argent engouffré pour le sauvetage, de l'argent qui ne servait aucun objectif utile sur le plan économique, ne faisait qu'accélérer le processus. Conclusion : plus vite le gouvernement accorde des fonds pour le sauvetage des banques, plus la valeur du dollar plonge et plus l'économie mondiale s'effondre^[25]. »

Fusion et acquisition d'entreprises, un impératif de la world Company Ltd

Vous connaissez certainement les termes souvent entendus de « fusion et acquisition^[26] ». Il s'agit évidemment d'un euphémisme. On trouve quantité d'euphémismes pour « impérialisme » car le mot lui-même n'est pas juste. En 1968, dans le cadre de la conférence Bilderberg au Canada, George Bail, un des administrateurs au sein de la direction de Lehman Brothers, tout en occupant le poste de sous-secrétaire d'État aux Affaires économiques sous John Kennedy et Lyndon Johnson, annonce un vaste projet : celui de créer, selon ses propres termes, la World Company, l'entreprise multinationale idéale. Selon lui, et les mondialistes dans tous les pays, les États-nations sont passés de mode ; ils relèvent d'une forme archaïque de gouvernement, car dans un monde malthusien on ne peut plus compter sur eux pour répondre aux besoins de la société moderne. « Pour George Bail, la structure même de l'état-nation, ainsi que l'idée d'un bien commun, ou du bien-être d'une population, représentent l'obstacle principal contre toute tentative visant à piller sans entraves les ressources de la planète, et constituent une entrave majeure à la création d'un empire mondial de type néocolonial^[27] . »

En d'autres termes, selon George Bail et ses collègues à la conférence Bilderberg, les ressources d'un pays donné n'appartiennent pas spécifiquement à ce pays, mais à la World Company Ltd gérée par l'Élite. Il est donc nécessaire d'instituer une nouvelle forme de gouvernement qui sera chargée de distribuer les ressources de la planète de manière plus équitable. Et cette nouvelle forme de gouvernement devrait s'appeler la CORPORATION. Ainsi naît ce que George Bail a conçu sous l'appellation de WORLD COMPANY. Il avait en tête d'établir cette WORLD COMPANY comme le nouvel organe gouvernant, qui surpasserait largement en

autorité tous les autres gouvernements de la planète.

« De quoi sommes-nous témoins depuis cet événement controversé ? De l'effondrement graduel de l'économie américaine entamé dans les années 80. Les raiders d'entreprises, financés par l'argent sale issu du réseau des obligations à risque, se sont appropriés de vastes portions du tissu d'entreprises américaines, semant la terreur chez les autres. Les cibles de ces raiders, et ceux qui craignent de devenir leurs cibles, se tournent vers les banques d'investissement de Wall Street et vers les cabinets juridiques à la recherche d'une forme de "protection". C'est ainsi que le rachat d'entreprises finança par l'endettement allié aux opérations d'obligations à risque fonctionnent comme un véritable et gigantesque racket de protection, détruisant certains pour mieux collecter des contributions de tous les autres. Dans le même temps, l'argent sale s'est répandu dans le marché de l'immobilier, principalement par le biais des promoteurs géants canadiens... Ces entreprises construisent des gratte-ciel, qui sont ensuite occupés par des salariés du secteur des services, banquiers, avocats, comptables, employés d'écriture et autres cols blancs...

« Le déversement d'argent sale dans les marchés de l'immobilier a entraîné une hausse spectaculaire des prix de l'immobilier. Cette "richesse" créée par la hausse des cours a fourni un surcroît de liquidités qui ont fait grossir la bulle... Le spéculateur, considéré jusque-là comme l'ennemi, est devenu un modèle... L'industrie productive à l'ancienne devient alors un secteur de "losers", remplacée par les nouvelles "industries" à la mode, celles de la finance et de l'information... « Les effets de cette dérégulation auxquels s'ajoute la spéculation marque le démantèlement de l'économie physique des États-Unis. Au cours des trente dernières années, la capacité de production de l'économie américaine a été divisée par deux en termes de volume de marchandises per capita, mesuré par foyer et par kilomètre carré. Dans le mêmes temps, les demandes d'aide monétaire pour cette production déclinante ont progressé de façon outrancière^[28]. Comment s'effectue le contrôle de la World Company Ltd ? Le moins qu'on puisse dire c'est qu'il manque de transparence. « Le contrôle s'effectue par le biais de la Bourse de Londres, le London Stock Exchange, ainsi que par le London International Financial Futures Exchange, en abrégé le LIFFE, qui gère le marché à terme britannique, par le London Métal Exchange, le LME, marché des métaux britannique, et par l'international Petroleum Exchange, l'IPE, marché à terme des produits pétroliers londonien. Dans ces institutions

de la World Company Ltd, le commerce des ressources physiques des produits est déterminé, sur lequel se greffe une myriade d'instruments de spéculation financière, aujourd'hui au bord de la faillite, mettant en péril l'économie physique de la planète tout entière^[29]. »

Et si l'on étudie la mondialisation, les mêmes causes produisent les mêmes effets. Dès la fin des années 60, tout au long des années 70 et 80, les États-Unis et le reste du monde ont succombé à la fièvre des fusions-acquisitions, cette concentration en des entités de plus en plus vastes d'entreprises industrielles, agricoles ou financières. Petit à petit, ces opérations ont conduit aux cartels géants que nous connaissons aujourd'hui, des géants qui contrôlent désormais les ressources de la planète, qui en réalité gèrent le monde. Il y a les banques qui contrôlent les entreprises, les cartels d'entreprises et les cartels qui contrôlent les produits de première nécessité, tous plus puissants que des pays. De cette façon, ce projet de World Company, représente une résurgence en quelque sorte de la bonne vieille époque de la British East India Company, la Compagnie anglaise des Indes orientales. Avec une façade plus au goût du jour, informatisée. Ce qui devrait nous inquiéter, c'est que l'Élite a réalisé exactement ce qu'elle avait annoncé en 1968. Effrayant, n'est-ce pas ?

Voici un exemple d'une World Company parmi d'autres. La compagnie Royal Dutch Shell en l'occurrence. Cette multinationale du pétrole est née de l'union d'intérêts pétroliers britanniques et hollandais. Ce ne sont que les membres les plus voyants d'un exécutif qui compte de multiples liens et interconnexions avec de grandes banques commerciales et d'investissement, des fabricants d'armes et des entreprises de matières premières.

Le directeur général de la Shell pendant la Seconde Guerre mondiale, Henri Deterding, passait pour être un fervent partisan d'Adolf Hitler. Le banquier de cette société, Lazard, a créé la banque Worms par l'intermédiaire d'une filiale de transport de la Shell. La Banque Worms s'est fait connaître par le soutien qu'elle a apporté au régime de Vichy et à ses financiers. La Royal Dutch Shell est également à l'origine d'opérations de guerre culturelle contre les États-Unis et le reste du monde, opérations visant à « niveler par le bas la société », par exemple en créant le mouvement écologiste, partie intégrante de la bande des partisans de l'ère post-industrielle.

La Shell partage des interconnexions au plus haut niveau directorial

avec la banque néerlandaise ING, la société de produits chimiques néerlandaise Akzo Nobel, Unilever, un conglomérat anglo-néerlandais qui contrôle de vastes parts de la production alimentaire mondiale, Rio Tinto dont les administrateurs anglo-américains contrôlent de 10 à 24% de la production occidentale de minéraux. La Shell est également présente au sein des directoires de Boeing, de la banque Lloyds, d'UBS et d'AXA, une des plus grandes sociétés d'assurances de la planète.

La filiale britannique de la Royal Dutch Shell, c'est BP, British Petroleum. Les administrateurs de BP sont étroitement interconnectés avec la Royal Bank of Scotland, HSBC (qui s'est fait pincer récemment pour avoir blanchi des milliards de dollars d'argent sale en provenance des narcotrafiquants mexicains), Akzo Nobel, Unilever, la société pharmaceutique Roche, Goldman Sachs, dont l'ancien cadre Mario Monti était jusqu'à récemment Premier ministre italien sans avoir été élu, Rolls Royce, General Electric, Bank of America, la banque Lloyds, KPMG et la société pharmaceutique GlaxoSmithKline.

Descendons d'un niveau. Un grand nombre de ces sociétés possèdent des interconnexions entre elles. Par exemple, HSBC a des liens étroits avec BP tout comme avec la Shell, les mines d'or Anglo-American, le Financial Times un des journaux financiers les plus répandus dans le monde, The Economist, les sociétés Impérial Chemical Industries, GlaxoSmithKline, Rolls Royce et Kleinwort Trust par l'intermédiaire d'une grande banque d'investissement allemande, la Dresden Kleinwort Benson.

De plus, chacune des sociétés que je viens de citer entretient des liens au niveau des administrateurs avec les autres sociétés, créant un système indestructible et qui se perpétue, véritable toile d'araignée virtuelle d'intérêts financiers, économiques et industriels, fondé sur le modèle central de la World Company.

2009 : le renflouement des banques

par Wall Street

Vous n'avez certainement pas oublié le sauvetage des banques en 2009 ? Quelle était donc la vraie raison pour laquelle le secteur bancaire menacé de faillite a été renfloué ? Wall Street songeait-elle vraiment à « sauver l'Amérique » comme elle le soutenait alors ? Ou bien faut-il chercher une autre explication ? En réalité, cachée aux yeux du public, il existait une raison beaucoup plus sinistre pour forcer la Bourse de New York à agir rapidement. Il faut comprendre que ce renflouement n'était qu'un vaste piège. Sous le prétexte de sauver l'économie, les banquiers ont transféré des montants colossaux de dettes des mains de particuliers, de banques et autres intérêts puissants vers les comptes du gouvernement, mais comme l'économie continuait de s'effondrer pendant cette période, cette dette est tout simplement devenue impossible à rembourser. Laissez-moi insister. Il sera purement et simplement impossible de voir cette dette remboursée un jour. L'objet de ce renflouement était de précipiter la faillite des gouvernements. L'objectif véritable, c'était d'achever la destruction des gouvernements, un objectif amorcé par le processus Inter-Alpha. Et à quoi assistons-nous aujourd'hui en Europe par exemple ? Tous les pays tentent de résorber leur dette et, chacun leur tour, ils se heurtent à la dictature des grandes entreprises. Voilà le véritable problème du renflouement. Nous sommes spectateurs de la destruction des États-nations du monde et de leur remplacement par des dictatures fascisantes, par une dictature mondiale fasciste ou impérialiste.

En Europe, le renflouement a procédé du même modèle. Les banques européennes figurent parmi les principaux bénéficiaires des quelque 16 000 milliards de dollars de renflouement de la part des diverses

trésoreries fédérales en 2008. Un exemple ? Six des onze premiers bénéficiaires de la Term Auction Facility (réserves d'urgences de la Fed) étaient des banques européennes, dont la Société Générale et la Royal Bank of Scotland. Cette opération de passe-passe plutôt inconvenante est passée totalement inaperçue aux yeux des principaux empires médiatiques. Comment la Réserve fédérale américaine a-t-elle pu justifier une telle décision ?

La Fed s'en est tirée par un gros mensonge. Le grand public a eu droit à ses déclarations rassurantes, mais on ne lui a pas dit la vérité. Ce que faisait la Fed, de toute évidence, c'était de sauver un système. Elle tentait de sauver le système impérial britannique. Pas de sauver simplement les banques américaines, auquel cas elle n'accorderait pas ces sommes astronomiques à des banques étrangères.

C'est le système qu'elle souhaite préserver, ce qui est logique, convenez-en, si vous gérez un système mondialisé de produits dérivés. S'il s'effondre quelque part dans le monde, il s'effondrera partout. Il est donc impératif de protéger les banques les moins solides, comme lorsqu'on tente de contenir un incendie. Il faut agir pour circonscrire le sinistre partout où il se déclenche, sinon c'est l'édifice tout entier qui risque de s'enflammer.

Ne perdons jamais de vue que les renflouements à coups de billions de dollars n'ont jamais pour objectif de protéger l'économie, fût-elle américaine ou européenne. Ils servent à protéger l'appareil financier impérialiste et à protéger le marché des produits dérivés. Ils ont pour but de protéger le défunt en sacrifiant le malade.

Autre phénomène auquel nous assistons aujourd'hui, surtout en Espagne mais aussi dans d'autres pays, c'est le fait que les banques rachètent une grande partie de la dette souveraine de ce pays. La plupart des gens sensés se poseront LA question fondamentale : cette dette pourra-t-elle être remboursée un jour ? Si ce n'est pas le cas, alors pourquoi le font-elles ?

Lorsque vous souhaitez emprunter de l'argent auprès d'une banque, la première chose que la banque veut savoir, c'est si vous serez en mesure de rembourser cet emprunt. Néanmoins, dans le monde parallèle, le monde de la World Company Ltd, on peut avancer sans risque de se

tromper que les banques achètent de la dette parce qu'elles obéissent à l'idée de mettre les États-nations en faillite. Il s'agit de l'ancien système vénitien selon lequel vous poussez votre adversaire à s'endetter à un point tel que vous parvenez à vous en emparer facilement. Les banques elles-mêmes rachètent de la dette qui ne vaut plus rien. Mais un grand nombre de ces banques ne sont pas faites pour perdurer. Si vous prenez l'oligarchie au mot, l'Empire entend réduire la population de 1 ou 2 milliards sur cette planète. Ce qui implique qu'une partie importante du système bancaire, des économies nationales et de la population est appelée à disparaître.

Il est à noter que ce système ne peut absolument pas faire marche arrière. D'où l'idée des renflouements. En tentant de sauver cet argent, qui n'est que de la richesse virtuelle car il n'existe pas, la dette ne peut jamais être remboursée, et les produits dérivés n'ont aucune valeur. C'est une imposture pure et simple, à l'image de l'argent du Monopoly. Mais en tentant ces renflouements, nous allons à notre perte, et nous détruisons les États-nations. Voilà à quoi nous mène ce système. Et voilà pourquoi la plupart des banques rachètent, elles sont condamnées de toute façon, mais ce sont les États-nations qui disparaîtront les premiers. Une fois les nations dissoutes, l'Empire n'aura aucune peine à se réorganiser comme il l'entend et à créer un nouveau système monétaire.

La solution existe-t-elle ? Mais oui bien sûr ! La solution consiste à donner un sens à nos économies nationales. Chaque nation de la planète se doit de fournir à chaque individu, et à chaque État en tant que communauté, un sens de la participation : participer à la gestion de l'immense intérêt commun de l'humanité, afin de gérer notre propre système mondial. Selon ce principe, il suffit de dynamiter cette odieuse pyramide des produits dérivés, qui ne fait qu'empiler des crédits sur des crédits sur d'autres crédits, et de s'en débarrasser au plus vite. Il faut l'extirper totalement. Les produits dérivés relèvent du jeu. Et les dettes de jeu, lorsqu'elles sont perdues, sont annulées. Ainsi nous ne sommes pas obligés de rembourser des dettes de jeu, qu'elles se nomment « incitations financières » ou « produits financiers dérivés ». Le système a fait faillite et, pour sauver le monde, il nous faut trouver des dirigeants décidés à placer l'ensemble du système financier en redressement judiciaire.

Il nous reste à révéler une astuce supplémentaire sur la circulation de l'argent afin de mieux appréhender la crise financière actuelle.

Systeme de credit

ou systeme monetaire

Le monde d'aujourd'hui est régi par des systèmes monétaires et non par des systèmes nationaux de crédit. Un peu de jugeote permet de rejeter sine die un système monétaire international. Il est préférable que les États-nations souverains possèdent leur propre système de crédit, qui est celui de leur devise. Mais la possibilité de créer pour chaque État un crédit non inflationniste dirigé vers la production, un droit clairement affiché dans la Constitution américaine, ne figure pas dans le Traité de Maastricht en tant que méthode de gestion des politiques économiques et financières.

On ne peut plus recourir à cette méthode en Europe aujourd'hui parce que les gouvernements y sont soumis au contrôle d'intérêts bancaires privés, baptisés systèmes bancaires indépendants. Ces institutions détiennent un pouvoir : celui d'imposer les règles de la gouvernance et de dicter ses conditions aux gouvernements. Évoquons un instant cette institution au sein de l'édifice européen : la Banque centrale européenne. Elle fait son possible pour fonctionner à l'image d'une banque centrale européenne indépendante, exempte de tout autre contrôle. Mais n'y a ici aucun gouvernement. Il n'existe pas de nation en soi. L'Europe est un regroupement d'États régi par une banque privée.

Comprenez bien cela. C'est de la folie d'appartenir à ce regroupement de nations. La soi-disant « indépendance » de la Banque centrale masque en fait un mécanisme de contrôle décisif au service d'intérêts financiers privés qui se sont installés en Europe au fil de l'Histoire en tant qu'instrument d'autorité contre la politique économique de gouvernements souverains orientés vers le bien-être général. Les banques européennes sont un vestige d'une société féodale dans laquelle agissaient

des intérêts privés, à l'image des anciens cartels vénitiens ou de la Ligue lombarde au Moyen Age, vers le XIVe siècle.

La fin

La lutte qui occupe le devant de la scène aujourd'hui n'implique pas la survie des banques centrales ou de l'euro ; il s'agit d'un combat mortel entre des gouvernements souverains et le système financier oligarchique qui ne profite qu'à une élite réduite. Un État-nation qui ne parvient pas à contrôler sa propre monnaie n'est pas un État souverain, et tout État qui n'est pas souverain est vulnérable devant les assauts et la volonté subversive de cette oligarchie.

Si, maintenant, les gens désirent participer à un système de gouvernement autonome, ils doivent partager les idées d'une société gouvernée par elle-même. Ce serait la fin de l'oligarchie. Des États qui promeuvent le développement du potentiel intellectuel de leur population produisent des peuples qui ne toléreront pas indéfiniment des formes de dominance oligarchique. Des peuples incultes, à la technologie rétrograde, le toléreront. En réalité, il ne fait aucun doute que l'illettrisme et une technologie arriérée sont des facteurs qui contribuent à l'émergence d'une domination oligarchique. Les idées d'État-nation républicain et de progrès sont indissociables.

À l'instar de toutes les prouesses de créativité, ce projet n'est pas destiné à produire des fruits immédiatement. Il s'agit d'un projet qui vise à étendre la conscience de soi de l'homme bien au-delà des confins de sa propre perception sensorielle, de son sentiment de bien-être personnel, et de le relier plutôt aux générations qui poursuivront son héritage bien après que sa génération aura quitté la planète.

La vérité réside toujours dans les structures supérieures des processus. Il ne faut pas chercher la vraie souveraineté dans l'opinion générale mais dans les pouvoirs de création de l'intelligence humaine individuelle.

La diversité culturelle n'est pas seulement la marque du progrès de l'humanité, mais c'est aussi la police d'assurance contre l'extinction des espèces.

Une fois créé, un concept d'État-nation ne meurt jamais ; il attend des individus sains et courageux qui prendront sa défense et perfectionneront le concept. Dans cette optique, nous devrions être une fraternité de nations, de nations souveraines — unies par un objectif commun pour l'humanité. Tant que l'humanité n'aura pas atteint l'âge de Raison, l'histoire sera façonnée par la réalité actuelle, non par la volonté des masses qui forment l'humanité mais par une poignée d'individus qui, avec les meilleures ou les pires intentions, gèrent le destin de l'humanité comme l'on conduit un troupeau vers les pâtures ou vers l'étable — avant, finalement, de le mener à l'abattoir.

Épilogue de l'auteur

J'ai rédigé ce petit livre au cours de l'été 2012. Beaucoup de choses ont évolué depuis cette date, les sables mouvants de la trahison et de la destruction financière se sont fait sentir jusque dans les endroits les plus reculés de la planète.

La diplomatie était morte le 11 septembre 2001. La perspective et les risques d'un conflit mondial déclaré, ou d'une guerre d'usure secrète, plus clandestine et irrémédiable, se font jour de plus en plus dans l'évolution immédiate d'un monde qui, dans la plupart des cas, a choisi la politique de l'autruche, refusant de comprendre les véritables enjeux. Cette guerre aura bien sûr son lot de bombes et de destruction, mais il s'agira avant tout d'une guerre économique, une guerre des ressources humaines, entre des nations et leurs substituts.

Lorsque la première goutte de sang sera versée, lorsque la première bombe explosera, lorsque le premier enfant tombera, ensanglanté, lorsque périra le premier soldat, la frontière sans retour de l'Enfer aura été franchie. Car avec ce franchissement, certaines forces économiques et politiques se sont alliées pour créer la Tempête Parfaite ; et l'on aperçoit déjà les ravages de sa gestation.

On ne peut plus revenir en arrière. J'aimerais pouvoir le dire autrement, pour atténuer l'impact de ces mots, d'une manière ou d'une autre.

Le nouvel ordre économique est déjà en place. Il ne s'agit pas d'un monolithe, néanmoins, nous ne parlons pas d'un groupe isolé de gentlemen super-riches débattant dans un salon aux lumières tamisées de l'avenir de la planète. Non. En réalité, il s'agit d'un ordre nouveau dans

lequel des puissances mondiales se rassemblent selon des ensembles géographiques-géologiques, forçant certaines régions à se soulever contre d'autres, tout en faisant peu de cas des sentiments nationalistes des populations visées.

Pendant ce temps, dans les coulisses de ce réalignement, des flots de richesses et de capital s'accroissent et surtout changent de mains à l'insu de tous. Ceux qui contrôlaient cet argent n'ont pas vu leur contrôle se relâcher face au déclin des États-nations. L'argent dicte ses propres lois.

Au cours des six derniers mois, nous avons assisté un phénomène de bulle affectant à peu près tous les secteurs de l'économie. La spéculation est devenue endémique, et dans son sillage, les fortunes se font et se défont en un clin d'œil. Une des nouveautés du moment s'appelle « la politique du dollar fort », et ses corollaires, la bulle immobilière et de la dette du gouvernement, qui comprend une fraude massive. La réalité, c'est que si vous désirez créer une bulle hypothécaire frauduleuse, il faut éliminer les agences honnêtes, et parfois un petit scandale monté de toutes pièces fait parfaitement l'affaire. Une de ces personnes honnêtes a été ainsi écartée des affaires, elle s'appelait Catherine Austin Fitts, c'était la sous-secrétaire au Logement dans l'administration de George Bush. Je reviendrai sur son cas dans quelques instants.

Il faut se poser avant tout une question : la bulle frauduleuse de l'immobilier et des hypothèques était-elle la conséquence d'une machination, et si oui, qui l'a organisée ?

La firme de Catherine Fitts, le cabinet Hamilton Securities, était le conseiller financier principal d'un groupe de responsables gouvernementaux sous l'Administration Clinton. Catherine était chargée de deux dossiers qui causaient un certain mécontentement au sein du gouvernement. Le premier consistait à mettre à la disposition de tout électeur un logiciel dans lequel il pouvait entrer les coordonnées de sa circonscription électorale, son code postal, son arrondissement sénatorial, etc. et avoir ainsi accès à l'ensemble des informations gouvernementales touchant l'utilisation des fonds dans sa circonscription. Aux États-Unis, la circonscription de base du gouvernement local s'appelle un comté. Et l'on sait évidemment que dans ce pays, l'investissement et les dépenses du gouvernement central ont pris au fil des années de plus en plus d'importance dans l'économie locale.

Ainsi, les fonds provenant de Washington ayant été accrus, il est

crucial, si vous êtes un fervent partisan de la démocratie, que les citoyens puissent vérifier la source et l'utilisation des subventions gouvernementales au sein de leur électorat de base. Le cabinet de Catherine mettait à la disposition du public ce genre d'informations. Ces données représentent un pouvoir certain, et si les responsables gouvernementaux souhaitent s'en assurer le contrôle, il faut les manipuler en ce qui concerne les fonds gouvernementaux, les dépenses et les règles qui s'y appliquent.

La bulle immobilière reposait sur des montants énormes d'assurance hypothécaire fédérale et de crédits de dépôts bancaires sous d'autres formes de crédits fédéraux, dont ceux d'entreprises patronnées par le gouvernement. On comprend bien qu'une bulle frauduleuse de l'immobilier n'aurait pas pu se développer si les citoyens avaient accès à toutes les données sur leur écran d'ordinateur. Voilà pour le premier dossier controversé de Catherine Fitts. Passons au second dossier. Son cabinet conseillait le HUD, le département américain du Logement et du Développement urbain en matière de vente de prêts hypothécaires. Le HUD gérait environ 12 milliards de défaut de prêts hypothécaires. Le HUD possède une des plus importantes bases de données — sur l'information, l'information économique dans tous les comtés, toutes les municipalités, tous les hameaux des États-Unis, et qui est crucial si vous avez pour objectif de comprendre l'économie et de faire croître celle-ci, un véritable filon pour la Réserve fédérale.

Lorsqu'on fixe un prix sur un défaut de remboursement hypothécaire dans un endroit, on fixe également le taux de fonds propres dans cet endroit. Il était proposé que les communautés locales aient le droit de faire des offres sur les hypothèques en lieu et place du gouvernement. Un accroissement du pouvoir local représente moins de bureaucratie, moins de contrôle du gouvernement central et moins de délits d'initiés. Le cabinet Hamilton Securities faisait des offres sur les hypothèques qui permettaient aux acteurs locaux d'accéder aux informations sur les actifs du gouvernement central disponibles dans ce lieu précis et de participer à leur répartition localement. Le gouvernement fédéral aurait fini par perdre le contrôle si le cabinet Hamilton Securities avait continué à gérer les ventes de prêts. Quelque chose que ne pouvaient tolérer le gouvernement ou les banques. Le problème étant que si vous gérez des économies locales dans le but d'optimiser leur administration, vous ne concourez pas à renforcer le contrôle ou à rembourser vos plus grands

contributeurs.

Autre facteur qui s'est développé au cours des six derniers mois, c'est le fait que de vastes quantités d'argent ont été retirées frauduleusement des États-Unis. Un mouvement de fonds très important car il ne faut pas perdre de vue que la bulle de l'immobilier n'est qu'une partie de ce que l'on a appelé la politique du dollar fort. En 1994, Sir James Goldsmith avait fait le déplacement aux États-Unis afin de faire pression contre l'adoption du Cycle d'Uruguay du GATT (l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce) ; il affirmait alors que si l'on changeait les règles internationales régissant les rapports capital-travail et retirait de vastes sommes d'argent des pays développés comme il était proposé avec la création d'une organisation mondiale du commerce et un rééquilibrage de l'économie de la planète, on allait provoquer une catastrophe économique sans précédent, dont les pays développés seraient les plus grands perdants. Une des conséquences serait une centralisation sur l'agriculture entre autres secteurs. Sir James Goldsmith se concentrait sur l'agriculture car l'objectif était de faire transhumer trois milliards (personnes des campagnes vers les villes, phénomène que j'appellerai un génocide pur et simple.

Mais, quel est le rapport avec la bulle immobilière me direz-vous ? Tout d'abord, il est nécessaire de soutirer un énorme capital des pays développés et des États-Unis. Pour être précis, il faut créer dans l'économie mondiale une bulle reposant sur l'immobilier et la dette des gouvernements. Tout en créant cette bulle dans l'économie, il faut supprimer l'étalon-or, ce qui crée les conditions pour sortir des capitaux hors du pays. En passant dans chaque pays, il vous reste à retirer des fonds dans chacun d'entre eux, détruisant leur crédit et leur marché. Il ne reste plus qu'à les racheter à vil prix.

Voilà comment ça se passe. C'est la clé de l'édifice, et ça se reproduit à l'identique dans tous les pays du monde : une bulle financière suivie par une fuite des capitaux, et on rachète à bas prix. Nous sommes ici en face d'un énorme transfert mondial de capitaux et d'une évolution majeure de la politique des systèmes financiers et gouvernementaux au niveau du G8. Il ne fait aucun doute qu'il s'agit d'un effort coordonné, décidé au niveau du G8 et qui n'a pu être mis en œuvre sans l'assistance du Conseil de sécurité nationale américain (le NCS), non seulement aux États-Unis mais dans tous les pays développés. Il faut comprendre qu'il s'agit d'un changement radical de la politique économique Mondiale, auquel les

banques se sont simplement adaptées : « Nous allons rééquilibrer l'économie mondiale. »

Elles ont donc créé un nouveau modèle d'investissement, baptisé modèle de banque centrale de guerre. Les banques centrales font marcher la planche à billets tandis que les militaires s'assurent que les gens les acquièrent pour les échanger contre des ressources naturelles à bas prix. Cela dure depuis cinq cents ans ; le système n'a pas été inventé par Goldman Sachs. Mais qui a mis en œuvre cette politique du dollar fort ? Qui est à l'origine de la bulle des prêts hypothécaires et de la suppression du cours de l'or. Si je devais attribuer à une entreprise cette politique financière, l'une des plus juteuses jamais mises en place, je n'hésiterais pas longtemps. Les cerveaux de l'opération, si vous voulez mon humble avis, il ne faut pas les chercher ailleurs quel chez Goldman Sachs. Si vous cherchez ensuite les cadres de cette société qui sont parvenus au pouvoir, vous trouverez ceux qui ont mis en œuvre le marché des opérations sur les hypothèques et le marché de l'or.

La réalité, aux États-Unis, c'est que le gouvernement dépend en grande partie des banques qui sont membres de la Réserve fédérale de New York pour le financement de leurs opérations. Et tous les Américains dépendent des chèques qui découlent de ces mouvements de fonds. Si bien que le pays tout entier dépend du marché obligataire, tandis qu'un nombre infime de sociétés organisent un maillage technique relevant de la machination dont découle une grande partie de leur pouvoir. Ainsi, d'une manière ou d'une autre, vous vous heurtez à un système qui repose globalement sur le modèle de guerre de la banque centrale, modèle qu'elle devra continuer à appliquer pour que le jeu perdure. Nous sommes donc aujourd'hui face à une pyramide inversée d'obligations et de produits dérivés, toute l'opération reposant sur des emprunts à effet de levier qui ne tolèrent qu'un minimum de risques.

Il faut revenir sur un élément-clé que nous avons souvent croisé durant les six derniers mois, il s'agit de l'or. Peu de personnes se rendent compte que l'or a joué un rôle crucial dans l'élaboration du coup d'État financier et la réorganisation du système monétaire international. Je vais m'expliquer.

La politique du dollar fort repose sur l'affaiblissement et le maintien d'un cours bas de l'or. C'est exactement ce que Larry Summers affirmait dans un document de stratégie écrit lorsqu'il était toujours universitaire, avant de rejoindre Rubin au ministère américain des Finances. Larry

Summers suggérerait d'empêcher une hausse du cours de l'or. Il est ensuite devenu secrétaire au Trésor avant de revenir parmi les responsables de l'Administration Obama. Au début des années 90, Larry Summers rejoint un groupe de travail dirigé par le vice-président Al Gore. L'objectif de ce groupe de travail : un contrat exclusif avec Goldman Sachs, l'institut de Harvard pour le développement international, le Fonds monétaire international et la Banque mondiale. Rappelons qu'un tel partenariat avec le gouvernement de Boris Eltsine avait remis sur pieds l'économie de la Russie.

Voilà donc le genre de politique envisagée par ceux qui gèrent le système. Mais pour remplir cet objectif, il faut supprimer le cours de l'or. Pour beaucoup de gens, le cours de l'or agit comme un signal d'alarme. Si l'on interroge ces personnes autour du monde, ils vous affirment : « Eh bien, je sais que tout va bien parce que le cours de l'or est bas. Théoriquement, le cours de l'or ne grimpe qu'en cas de danger d'inflation majeure. Si les gens font marcher la planche à billets, créent une grande quantité d'obligations et de produits dérivés, vous savez, nous pensions que l'or allait nous avertir. » L'idée de supprimer l'étalon-or était donc une idée lumineuse.

Ceux qui dirigent le monde depuis les coulisses ont donc opéré des retraits massifs de capitaux. Une des conséquences auxquelles nous avons assisté, c'est que l'industrie privée a fait sortir ses capitaux pour acheter à bas prix des ressources naturelles rares autour du monde. Je soupçonne qu'une partie de ces individus, au courant du système et l'ayant compris, se sont rués sur l'or à un cours vraiment attrayant à cause de l'explosion inflationniste. Ce n'était qu'un des biens majeurs parmi d'autres, désormais dans leur escarcelle par cette méthode.

Pendant ce temps, nous avons assisté également à une attaque internationale contre les devises : le dollar, comme l'euro ou le yen, se sont fortement dépréciés. La valeur des matières premières, dont celle de l'or, s'est appréciée par contre. L'or, qui possédait depuis toujours une importance majeure au niveau des banques centrales, qui servait de monnaie d'échange travail/salaire et qui était utilisé dans les foyers pour équilibrer les budgets et différencier les gens dans l'échelle sociale, l'or est passé à un statut supérieur. Nous voyons aujourd'hui les banques centrales recommencer à accumuler des réserves d'or, probablement racheté à ceux qui l'avaient acquis à des prix défiant toute concurrence.

Nous assistons de ce fait au rétablissement du système de devises dont

l'or est de nouveau le pivot. Nous verrons que cette manière de gérer le marché est très sensible et d'un maniement délicat, ce qui pourrait en faire un sujet de discussion parmi la communauté financière. Pour moi, une des questions essentielle dans un futur proche sera de savoir si l'or continuera à jouer ce rôle d'étalon entre les actifs réels et les actifs financiers. Jusqu'ici, le métal jaune a joué un rôle crucial. De ce fait, tandis que naissent de nouvelles devises, ce rôle devrait continuer à être prépondérant.

À mon avis, les individus qui gèrent le système financier mondial préféreraient une monnaie virtuelle, numérique. Peu importe son nom pourvu qu'elle soit d'abord numérique. Ensuite, ils ont besoin d'autre chose que l'or pour établir cette monnaie virtuelle ; il leur faut contrôler un bien qui peut remplacer mondialement ce qui a servi de soutien au dollar en tant que monnaie de réserve. Je veux parler d'un étalon, en l'occurrence du pétrole brut. De plus, une des raisons qui se cache derrière les efforts déployés pour s'assurer le contrôle des semences et l'approvisionnement en denrées alimentaires et breveter toutes les semences et les denrées dans le monde, des services secrets de l'alimentation en quelque sorte, c'est le désir de créer une monnaie numérique internationale. Les denrées alimentaires deviendraient ainsi l'étalon reconnu par tous, même si, d'après moi, l'or jouera toujours un rôle non négligeable.

De nouveau, nous sommes spectateurs d'un hold-up financier mondial : les capitaux font l'objet d'une évasion massive, pays après pays. Russie, Europe de l'Est, Asie. Les banques, les entreprises multinationales, les investisseurs à l'œuvre dans chaque région du monde sont exactement les mêmes. Ils constituent un petit noyau qui réapparaît encore et toujours, flanqués des mêmes cabinets comptables et juridiques bien connus. Qui sont ces « anonymes », et comment le hold-up a-t-il été orchestré ?

Nous avons vu que le modèle de tactique offensive des banques est né il y a plus de cinq siècles. Ce qui change la donne aujourd'hui, c'est Internet, qui nous permet d'observer le jeu comme jamais auparavant, car le délit de fausse information a toujours régné, dans l'économie américaine par exemple, depuis la révolution américaine. De nos jours, la technologie permet de faire la même chose mais sur une échelle simplement plus grande. Ainsi, si vous observez les impostures qui ont servi à masquer la réalité de l'affaire de l'Irangate (Iran-Contra) dans les années 80 et la bulle immobilière de cette même période avec ce que l'on nous a caché dans les

années 90, les acteurs étaient toujours les mêmes. L'un de ces acteurs privilégiés et des plus néfastes, c'est Harvard Endowment, responsable de l'évasion massive des capitaux russes hors du pays dans les années 90. Ces acteurs ont maquillé à leur profit le marché immobilier américain dans ces mêmes années 90, et sont revenus à la charge sur le marché financier, la Bourse de New York. Cette fois-ci, cependant, ils avaient une batterie de produits dérivés qui permettaient de contourner toute mesure coercitive. Qu'elle concerne des mesures anti-trust ou celle qui s'appliquent aux sécurités. C'est ce contournement possible qui a entraîné la catastrophe.

Essayons d'élever un peu notre perspective.

Nous avons parlé de contournement, mais en réalité tout le fonctionnement du système repose à la base sur le crime organisé. Le système dépend d'une accumulation de capital similaire à celle réalisé par le crime organisé, car celui-ci recherche toujours les marges les plus juteuses. Que voyons-nous ? Un mécanisme de crédit fédéral qui a trouvé le moyen de rentabiliser au maximum la conjonction des fortes marges du crime organisé avec la sécurisation du marché financier, la sécurisation du marché à revenu fixe, la sécurisation du marché des produits dérivés. Je dois vous préciser qu'il s'agit là du mécanisme financier le plus puissant jamais conçu dans l'histoire de l'humanité ; il a connu un soutien populaire massif parce qu'il produit une incroyable richesse financière ainsi qu'une marge brute d'autofinancement dans le court terme. Il faut également comprendre que tant que les populations du monde développé continuent de toucher leur chèque, elles ne s'opposent pas à ce système. Aujourd'hui seulement, devant les horreurs que l'on découvre, assiste-t-on à un début de révolte dans tous les pays.

Je vais prendre un exemple. Vous avez peut-être séjourné à Euro Disney ?

À l'étage, il y a le monde de Mickey et Minnie, parfaitement reconstitué, et au-dessous courent des tunnels et toute la foule des manipulateurs qui rendent crédible la comédie qui se déroule au-dessus de leurs têtes. Il m'apparaît que notre monde n'est pas loin de ressembler à cette mise en scène. Si vous vous rendez aux États-Unis, tout le monde vous assure qu'il s'agit d'une démocratie, que les électeurs choisissent leur président, mais en général, on ne voit pas ce monde parallèle et souterrain qui

manipule et gère cette fausse image. Pour décrypter les rouages de l'économie, il faut d'abord comprendre ce qu'est une marge brute d'autofinancement en termes généraux, dans son ensemble.

Pour Richard Dolan, nous faisons partie d'une « civilisation en rupture ». Aux États-Unis, un des éléments-clés du système financier consiste en ce que j'ai appelé « le black budget », cette partie des fonds du budget national qui échappa à tout contrôle politique. Ce budget « souterrain » a permis de siphonner des milliards de dollars des poches des contribuables américains. Et c'est l'HUD que l'on retrouve au cœur de cette évasion incalculable de fonds publics.

Une question s'impose : comment est-il possible que le Trésor américain et le Bureau fédéral de la gestion et du budget (l'OMB) se soient servis d'HUD comme caisse noire pour financer de manière illégale des opérations relevant du black budget ?

C'est pourtant ce qui s'est réellement passé, selon moi. Catherine Austin Fitts, qui occupait comme nous l'avons vu le poste de sous-secrétaire au Logement, n'a pas pu continuer à ignorer de telles pratiques. Elle s'est rendue un jour dans le bureau du secrétaire général du Sénat qui contrôle la Commission sénatoriale des attributions budgétaires dont dépend l'HUD. À Washington, ce sont les dirigeants de cette Commission des attributions budgétaires qui tiennent les cordons de la Bourse, de toutes les Bourses. Ils possèdent plus de pouvoir qu'aucun autre haut fonctionnaire de Washington, dans le cadre d'une agence fédérale, même si les limites de celle-ci semblent assez vagues.

Le secrétaire général l'a regardée droit dans les yeux : « Qu'est-ce qui se passe à l'HUD, d'après vous ? » Catherine a répondu : « Je l'ignore. Et vous, que croyez-vous qu'il s'y passe ? » Il a répondu que l'HUD fonctionne comme une entreprise criminelle, que ses avocats sont enrôlés et dirigés par le ministère de la Justice, que sa trésorerie et son système de paiement dépendent directement du Trésor et de certaines banques membres de la Réserve fédérale de New York qui contrôlent et gèrent les divers comptes bancaires et le fonctionnement au jour le jour à la place du Trésor.

En d'autres termes, l'HUD n'est pas régie par les fonctionnaires qui y travaillent ni par les dirigeants politiques au sein de l'HUD. L'HUD est géré par le ministère de la Justice, le Trésor (ou Département des Finances), par J. P Morgan et les grandes banques new-yorkaises dont

Goldman Sachs. Il faut être bien conscient du fait qu'on ne peut pas gérer l'HUD comme une entreprise mafieuse sans que ces institutions décident, délibérément et dans un objectif bien précis, de le gérer sur le plan international comme une entreprise mafieuse. Et nous parlons du gouvernement des États-Unis, je vous le rappelle. Voilà donc les propos extravagants que le secrétaire général du Sénat a tenus devant Catherine Fitts : ces institutions gèrent une entreprise criminelle par le biais de l'HUD.

La quantité d'argent détournée illégalement permet aujourd'hui à un groupe d'individus d'amasser assez de ressources pour diriger un gouvernement mondial sans payer le moindre dollar d'impôt grâce à leurs seuls dividendes et aux intérêts qu'ils génèrent. Cela vous donne une idée du volume d'argent détourné frauduleusement. Il est tout à fait surprenant que l'Europe et les États-Unis, malgré ces sommes astronomiques qui manquaient à leurs budgets surtout dans les années 80 et 90, possèdent encore autant de richesse.

Finalement, il est important de comprendre que c'est l'administration américaine qui a permis de créer ce montage financier frauduleux. Plus particulièrement la machine de guerre mise en place par les banques centrales. On ne peut que conclure qu'il est urgent de définir un nouveau : modèle financier. Le modèle de banque) offensive est fondé sur la force et sur un contrôle centralisé. Il faudrait définir un modèle au service de la création de richesse mais sur une base gagnant-gagnant.

Imaginons un instant que l'on puisse réorganiser et gérer l'économie de manière à optimiser simplement la richesse pour tous sans payer d'impôts ou, s'il faut payer des impôts, sans avoir à faire face aux dysfonctionnements actuels, à la criminalité et ce qu'elle entraîne comme corruption, que se passerait-il alors ?

Les solutions existent. Des solutions intelligentes, dont le seul objectif est d'améliorer la vie de tous les habitants de cette planète. Impérativement, il nous faut nous développer culturellement et nous conduire en individus responsables. Je ne dis pas que ces changements soient aisés à réaliser, car il s'agit d'un véritable bond culturel et spirituel. Mais nous habitons sur une planète extraordinaire, et nous avons le devoir de la protéger.

C'est devenu une préoccupation majeure, et un problème qui ne nous avait encore jamais confrontés en tant qu'habitants de cette planète. Car

tout le monde aux États-Unis gesticule dans tous les sens en criant : « Nous voulons la liberté et la démocratie ! », tandis qu'ils financent les aventures meurtrières de leurs militaires baux quatre coins du monde, et trouvent cela tout à fait normal. Mais comment se sont-ils approprié la terre sur laquelle ils se sont établis aux États-Unis ? Ils ont massacré les premiers habitants, n'est-ce pas ? La tactique offensive de la banque centrale a créé une immense dépendance, à l'image du junkie face à sa drogue. Il est grand temps de changer notre fusil d'épaule.

Alors, me demandez-vous, que devons-nous faire ?

Regardez, moutons, la manière dont vous êtes tondus. Il faut dire aux banquiers, au reste de l'élite qui gère le système financier mondial : Ça suffit ! Il faut les extirper de votre esprit, de votre cœur, de vos économies et de votre portefeuille. On vous pille ! Créez l'immunité, cessez de vous laisser piller en extirpant toutes ces institutions, tous ces prédateurs de votre vie.

Mais que peut faire un individu isolé comme moi, me direz-vous ? Il peut rejoindre un petit groupe de personnes concernées, dans son voisinage, puis localement, avant d'entreprendre une action politique. Après tout, c'est nous-mêmes qui finançons ce scandale, ce système centralisé qui a placé au sommet une infime poignée d'individus, tandis que nous sommes des milliards. Le jour où nous comprendrons que nous sommes le pouvoir, les choses changeront. Mais cela demandera des actions de masse, sur le plan des valeurs spirituelles et culturelles, relatives à nos transactions financières réelles et à la façon dont nous investissons notre temps et notre argent.

Que nous réserve l'avenir ? Pouvons-nous remporter ce combat ? Je l'ignore. Le système actuel est profondément corrompu. Néanmoins, tandis que les nuages menaçants se rassemblent au-dessus de nos têtes, je ne peux m'empêcher d'envisager l'avenir avec sérénité. Lorsqu'on est à proximité d'une montagne majestueuse, comme affirme le dicton, cela a du bon et du mauvais. Du bon car nous sommes impressionnés par la grandeur admirable de ses pâturages, de ses pentes sublimes, et pourtant, nous ne prenons pas toujours conscience que nous nous tenons dans l'ombre de cette grandeur, qu'elle nous accable et, dans un sens, nous rassure. Oui, l'espoir est en train de naître.

Les exigences créées par la compassion et l'attention aux autres requièrent d'élever nos ambitions. Il faut rétablir certaines valeurs, celle de l'égalité par exemple : personne ne doit être sacrifié de manière désinvolte. Bien sûr, chacun possède un destin différent, nous ne sommes pas tous égaux, mais nous sommes chacun sans pareil ; l'égalité est une mesure, la dignité ne se mesure pas.

Je suis convaincu que les différences humaines seront affirmées dans ce nouveau projet humain, alors que l'indifférence est aujourd'hui la marque du monde réel, où tous les échos sont semblables. Ce n'est pas la conséquence de sa propre absence qui compte, mais la nécessité d'une conséquence ; c'est cette nécessité qui fait de nous ce que nous sommes.

Bibliographie

La Véritable histoire des Bilderberger,
Daniel Estulin, Nouvelle Terre, 2008.

Comprendre l'Empire,
Alain Soral, Éditions Blanche, 2011.

Introduction à l'économie moderne,
Georges Sorel, Éditions Kontre Kulture, 2013.

La Face cachée des banques,
Éric Laurent, Pion, 2009.

La Banque : Comment Goldman Sachs dirige le monde,
Marc Roche, Albin Michel, 2010.

Le Capitalisme hors-la-loi,
Marc Roche, Albin Michel, 2011.

La Violence des riches,
Michel et Monique Pinçon, Zones, 2013.

Les Secrets de la Réserve fédérale,
Eustace Mullins, Le retour aux sources, 2010.

Le Complot de la Réserve fédérale,
Antony C. Sutton, Éditions Nouvelle terre, 2009.

La Route vers le nouveau désordre mondial,

Peter D. Scott, Éditions Demi-lune, 2010.

La Marche irrésistible du nouvel ordre mondial,

Pierre Hillard, Éditions de Guibert, 2010.

La Décomposition des nations européennes : De l'union euro-atlantique à l'État mondial,

Pierre Hillard, Éditions de Guibert, 2010.

Le Génie du Capitalisme,

Howard Bloom, Jardin des livres, 2012.

Le Travail et l'usure,

Ezra Pound, Éditions Kontre Kulture, 2012.

Manifeste pour briser les chaînes de l'usure,

Gottfried Feder, Le retour aux sources, 2012.

La Machine de guerre américaine,

Peter D. Scott, Éditions Demi-lune, 2012.

Le Retour au standard Or,

Pr. Antal Fekete, Le jardin des livres 2011.

Gouverner par le chaos,

Collectif, Max Milo, 2010.

Le Capitalisme, un génocide structurel,

Gary Leech, Le retour aux sources, 2012.

Wall Street et l'Ascension de Hitler,

Antony C. Sutton, Le retour aux sources, 2012.

La Dette publique, une affaire rentable : à qui profite le système ?

André-Jacques Holbecq et Philippe Derudder, Éditions Yves Michel, 2011.

JFK -11 Septembre : 50 ans de manipulations,

Laurent Guyénot, Éditions Blanche / Kontre Kulture, 2014.

Quatrième de couverture

Journaliste d'investigation, spécialiste des clubs secrets du capitalisme (Club de Rome, Bilberger, Davos, l'institut Tavistock...), Daniel Estulin démontre que derrière le cataclysme financier que nous vivons se cache une trame d'intérêts communs qui cherche à contrôler la démographie mondiale.

La Terre est une petite planète aux ressources naturelles limitées et confrontée à une explosion démographique sans précédent. Par conséquent, du point de vue de l'élite, si vous voulez contrôler les ressources en eau et en nourriture, il est impératif de réduire la population mondiale dans des proportions « gérables ». Toutefois, avant d'être en mesure de réduire la population et maîtriser le troupeau, il est impératif de détruire l'économie et la demande pour assurer la survie des riches. Et pour qu'ils puissent survivre en ces temps prochains de pénurie des ressources naturelles, une grande partie d'entre-nous doit périr.

Mis en avant par Les Indignés, cet essai-choc s'est vendu à plus de 100.000 exemplaires en Espagne. Il a été traduit en plusieurs langues.

Journaliste d'investigation, spécialiste des clubs secrets du capitalisme (Club de Rome, Bilberger, Davos, l'Institut Tavistock...), Daniel Estulin démontre que derrière le cataclysme financier que nous vivons se cache une trame d'intérêts communs qui cherche à contrôler la démographie mondiale.

La Terre est une petite planète aux ressources naturelles limitées et confrontée à une explosion démographique sans précédent. Par conséquent, du point de vue de l'élite, si vous voulez contrôler les ressources en eau et en nourriture, il est impératif de réduire la population mondiale dans des proportions «gérables». Toutefois, avant d'être en mesure de réduire la population et maîtriser le troupeau, il est impératif de détruire l'économie et la demande pour assurer la survie des riches. Et pour qu'ils puissent survivre en ces temps prochains de pénurie des ressources naturelles, une grande partie d'entre-nous doit périr.

Mis en avant par *Les Indignés*, cet essai-choc s'est vendu à plus de 100.000 exemplaires en Espagne. Il a été traduit en plusieurs langues.



9,95€

www.librairie-blanche.fr
www.hugoetcie.fr

- [1] Matt Rodell, 20 août 2009, magazine Nature.
- [2] www.larouchepub.com/eiw/public/2012eirv39nl7-20120427/53_3917.pdf
- [3] The Policy of Controlled Disintegration, Richard Freeman, EIR, 15 octobre 1999.
- [4] Daniel Yergin et Joseph Stanislaw, *The Commanding Heights : The Battle for the World Economy*, Free Press, 1997, pp. 60-64.
- [5] Will Banyon, *Rockefeller Internationalism*, Nexus, Vol. 11, n°1, décembre-janvier 2004.
- [6] Jeremiah Novak, *Atlantic Monthly*, juillet 1977.
- [7] The policy of controlled disintegration, Richard Freeman, EIR, Vol. 26, n°41, 15 octobre 1999.
- [8] Ibid.
- [9] The End of the Line for the Anglo-Dutch System, John Hoefle, EIR, 28 mars 2008.
- [10] What the Bretton Woods System really was designed to do, William Engdahl, EIR, Vol. 24, n°33, 15 août 1997.
- [11] www.larouchepub.com/other/2008/3513end_of_line.html
- [12] What the Bretton Woods system really was designed to do, F. William Engdahl, EIR, Vol. 24, n°33, 15 août 1997.
- [13] Ibid.
- [14] La pensée de Keynes est modelée par le fascisme, comme il l'a déclaré lui-même dans l'édition allemande, la première de sa *Théorie générale*, parue à Berlin en 1938. À cette époque il précise qu'il préfère publier son livre en Allemagne où il sera mieux reçu que dans un pays démocratique, son système étant de préférence applicable dans l'Allemagne nazie.
- [15] What the Bretton Woods system really was designed to do, F. William Engdahl, EIR, Vol. 24, n°33, 15 août 1997.
- [16] Ibid.
- [17] *A History of Rigged & Fraudulent Oil Prices (and What It Can Teach Us about Gold & Silver)*, interview de Mr. Lars Schall par E. William Engdahl, chaostheoren.de
- [18] Ibid.
- [19] *British Geopolitics and the Dollar*, John Hoefle, EIR, 16 mai 2008, pp. 51-52.
- [20] Ibid.
- [21] The End of the Line for the Anglo-Dutch System, John Hoefle, EIR, 28 mars 2008.

[22] Ibid.

[23] Ibid.

[24] A Dog with a Bad Case of Fleas : JPMorgan Chase & Co., John Hoefle, EIR, 31 décembre 2010.

[25] The End of the Line for the Anglo-Dutch System, John Hoefle, H/R, 28 mars 2008.

[26] The End of the Line for the Anglo-Dutch System, John Hoefle, H/R, 28 mars 2008.

[27] Pierre Beaudry, Mennevee Document on the Synarchy Movement of Empires, Livre IV.

[28] John Hoefle, Southern Strategy, Inc. : Where Wall Street Meets Tobacco Road, American Almanac, février 2001.

[29] It's the British Empire, Stupid !, Lyndon Larouche, EIR, 11 janvier 2008.